

Tournant social-libéral L'alternance bourgeoise

Depuis 30 ans, droite et gauche se passent le relais au gouvernement, les uns appliquant et/ou approfondissant les "réformes" élaborées par les autres sans la moindre volonté de rupture, si ce n'est dans les mots. La nouvelle configuration "gauche plurielle" n'a fondamentalement pas changé la donne. Mais cette conversion loyale de la social-démocratie au social-libéralisme sur fond de mondialisation "inéluçtable" détourne une frange croissante de l'électorat populaire des partis qui étaient censés le représenter.

L'entrée en crise des économies capitalistes a coïncidé en France avec l'élection de Giscard en 1974 qui a ouvert une période de parité. La droite a gouverné 13 ans (1974-1981, 1986-1988, 1993-1997) et la gauche 14 ans (1981-1986, 1988-1993, 1997-2001). Depuis le tournant néolibéral de 1983, une forme d'alternance s'est mise en place, marquée par une dialectique perverse. La droite introduit ou approfondit des "réformes" préparées par la gauche: Balladur a ainsi traduit en lois et décrets le Livre blanc sur les retraites de Rocard, et il a privatisé en suivant la liste d'entreprises dressée par Bérégovoy. En sens inverse, la gauche n'a jamais aboli les mesures prises par la droite, qu'il s'agisse de statuts précaires ou de baisses de cotisations sociales. Si la droite revient au pouvoir, elle n'aura qu'à appliquer les rapports Charpin (sur les retraites) et Pisani-Ferry (sur l'emploi) et ses ministres ne feraient pas autre chose qu'appliquer les projets de Strauss-Kahn et Fabius. Il est temps de tirer toutes les conséquences de cette nouvelle situation, car c'est une condition préalable à l'émergence d'un véritable projet anticapitaliste en Europe.

Les contradictions du libéralisme

Pourquoi le PS ne mène-t-il pas une politique de gauche, un tout petit peu sociale-démocrate? Cette question n'est pas une fausse naïveté, tant l'obstination du PS est frappante à mener la politique du patronat, et cela de manière presque suicidaire. Sur toute une série de terrains, la politique du PS ne consiste pas à trouver des compromis (ou plutôt des semblants de compromis) entre intérêts sociaux opposés. Bien souvent, il prend les devants par rapport aux desiderata du patronat, notamment en matière fiscale. On se rappelle avec quelle opiniâtreté Strauss-Kahn militait pour un régime fiscal favorable aux stock-options. Plus récemment, le rapport Charzat, sollicité par Jospin et/ou Fabius, lançait des ballons d'essai en faveur d'une baisse d'impôts à l'égard des groupes étrangers et de leurs cadres dirigeants. Il suffit d'ailleurs d'examiner les orientations budgétaires d'un Fabius, véritable militant des baisses d'impôts et des réformes fiscales libérales. La baisse des tranches d'impôts pour les classes aisées et la mise en place de la "prime pour l'emploi" expriment une politique qui vise à conforter les inégalités. Défisicalisation pour ceux d'en haut, "filet de sécurité" pour ceux d'en bas, on a là un programme néolibéral pur sucre. La question est de savoir comment s'explique cette volonté clairement affirmée.

Il semble difficile de mettre cette attitude sur le compte d'un calcul politique cynique qui pourrait en gros être le suivant: les classes populaires votent de toute façon pour nous, et les élections seront gagnées du côté des classes moyennes. Le cas italien illustre les limites d'un tel raisonnement: le gouvernement de centre gauche a joué un rôle décisif dans la mise en oeuvre de politiques néolibérales particulièrement rigoureuses et l'euro ne se serait peut-être pas fait sans lui. Mais après avoir fait le "sale boulot", il a été remercié pour des raisons assez simples à comprendre: les salariés n'avaient aucune raison de soutenir ce gouvernement, et les patrons se sentaient plus à l'aise avec une vraie droite au pouvoir. Il n'y a qu'en Angleterre que la bourgeoisie a franchi le pas, en appelant à voter pour le "parti ouvrier", à l'appel de "The Economist" et de toute la presse d'affaires. Ces exemples devraient faire réfléchir le PS. Il ne peut espérer le soutien des "Echos" ou du "Figaro", mais risque bien de perdre son électorat populaire, si ce n'est déjà fait. Les élections municipales auraient dû servir

d'avertissement, puisque leur principal message est que l'électorat populaire ne vote plus, et que le vote d'extrême gauche progresse. Plutôt que de déclencher une campagne d'une rare animosité (qui serait mieux employée contre le patronat) à l'égard des "trotskistes qui font le jeu de Chirac", le PS aurait mieux fait de réfléchir à sa propre responsabilité dans cette incapacité à obtenir les voix de son électorat naturel. Cette déconsidération est d'autant plus frappante que le PS aurait dû bénéficier d'un bilan relativement favorable, avec des créations d'emplois qui, depuis 1997, tranchent avec le marasme des années précédentes. On pourrait presque dire que, par instinct, cet électorat a compris que cette amélioration s'est faite en dépit de la politique gouvernementale, et pas fondamentalement grâce à elle.

Si on essaie de rendre compte de cette situation, on trouve assez rapidement deux postulats catégoriques qui définissent une orientation politique, presque une philosophie. Le premier principe, c'est l'acceptation de la régression capitaliste perçue comme inéluctable, sous prétexte de mondialisation ou de nouvelles technologies. La gauche plurielle, car il ne s'agit pas seulement du PS, limite son action à accompagner, en le corrigeant à la marge, un processus contre lequel on ne peut rien. La gauche accompagne, humanise, pondère, aménage des transformations de la "société de marché" mais elle ne prétend plus y résister, et encore moins y opposer une alternative. C'est le thème central de la troisième voie, du postmodernisme, et c'est le socle du social-libéralisme qui est une posture à tous égards distincte de la social-démocratie. On peut disserter longuement sur la nature de classe du PS mais il devrait être clair que ce n'est plus un parti social-démocrate, porteur d'un projet réformiste.

Le second point découle de cette résignation générale, et consiste à placer très bas le seuil maximal d'affrontement avec le patronat. On se trouve donc dans une situation très particulière où des marges de manoeuvre existent mais ne sont pas explorées parce que le PS considère qu'elles impliqueraient de s'opposer trop brutalement au patronat. L'attitude de Jospin à l'égard du mouvement des chômeurs est de ce point de vue exemplaire: au printemps 1998, un gouvernement social-démocrate aurait répondu favorablement aux revendications d'augmentation substantielle des minima sociaux. Jospin y a opposé une fin de non-recevoir très brutale, en prétendant n'avoir à sa disposition qu'un milliard. Ce milliard mesurait ce que le gouvernement était prêt à mettre pour être de gauche. Il faut le rapprocher du plan de baisse d'impôts, cent fois plus élevé, qui mesure son ardeur à mener des politiques libérales. Mais il faut bien comprendre qu'il n'y est pas contraint par de prétendues lois de l'économie. Au contraire, l'"effet cagnotte", où l'on a pu assister à ce spectacle inédit d'un ministre de l'Economie dissimulant des recettes inattendues, révèle en même temps que l'argent était là, et aurait pu financer les revendications des chômeurs. Le PS a fait d'autres choix, à la fois pour ne pas affronter le patronat ou les gardiens du dogme néolibéral en Europe, mais aussi en fonction d'une conviction profonde selon laquelle l'Etat social, ou l'Etat-providence, n'ont plus de justification. Tous les actes récents, en particulier la prime pour l'emploi, manifestent un ralliement total à la conception libérale de l'ordre social.

Les partenaires du PS sont obligés de s'aligner sur ce positionnement avec pour résultat de vider de tout contenu leurs thèmes prioritaires. La participation gouvernementale non seulement n'infléchit en rien l'orientation du PS, mais revient en boomerang pour déconsidérer leurs propositions. C'est particulièrement vrai sur la participation des Verts, qui avalisent des choix tels que l'enfouissement des déchets nucléaires ou l'abandon de l'écotaxe, qui sont autant de désaveux pratiques du paradigme écologique. Les virgules et adverbess concédés au PCF produisent un effet similaire.

Michel Husson

L'exception des 35 heures

C'est avec la dissolution de 1997 que Jospin s'est trouvé propulsé un peu par surprise au gouvernement et donc contraint, dans une conjoncture qui s'annonçait médiocre, d'appliquer les 35 heures qu'il avait hâtivement incorporées à son programme. Il a répété ce qu'avait déjà fait la gauche en 1981-1982: faire semblant d'appliquer son programme pour démontrer qu'il était inapplicable. Il y avait pourtant là une brèche dans laquelle le mouvement ouvrier n'a pas réussi à s'engouffrer et n'a pas choisi non plus de le faire. La responsabilité du PCF et de la CGT est considérable, en raison d'une incapacité à armer et mobiliser les travailleurs sur ce terrain. Immédiatement après le bras de fer avec le patronat qui représentera le paroxysme de l'affrontement, le gouvernement consacrera tous ses efforts à défigurer le projet pour le rendre récupérable: gel des salaires, flexibilité, annualisation, aides inconditionnelles, etc. Toute l'inventivité gouvernementale est

dorénavant consacrée à vider de toute implication pratique le passage aux 35 heures dans les PME, et à enterrer durablement une bonne idée, après l'avoir massacrée.

Mais la réduction du temps de travail n'est pas le projet machiavélique d'un patronat pour flexibiliser: c'est une revendication essentielle, juste et efficace, qui est la nôtre et à laquelle il ne faut pas renoncer sous prétexte de son actuel détournement. Il s'agit d'une défaite, mais celle-ci n'implique pas de délaisser ce terrain qui est dorénavant et pour longtemps un champ d'affrontement où les salariés auront à lutter contre l'intensification du travail et les horaires invivables, et pour une réduction du temps de travail réellement conçue pour créer des emplois.

Michel Husson

Le retour de bâton européen

Le retour de la gauche au pouvoir avait précédé de quelques semaines le sommet d'Amsterdam de juin 1997. Jospin avait alors assorti la signature du traité d'Amsterdam de conditions, parmi lesquelles figuraient la priorité donnée à l'emploi et la mise en place d'un "gouvernement économique". Cet acte fondateur du social-libéralisme résumait bien son pari fondamental: rendre compatible la voie libérale-monétariste choisie pour la construction européenne avec une politique économique plus préoccupée de créer des emplois. L'embellie a pu donner l'impression que ce pari était gagné, mais il s'agissait d'une illusion née d'une reprise en grande partie inattendue. Ce ballon d'oxygène a permis de faire l'euro et de faire passer au second plan les contradictions et questions non résolues. Les voici qui reviennent avec le ralentissement économique. On commence à s'apercevoir que l'application stricte du Pacte de stabilité équivaldrait à infliger à l'économie européenne une superrécession, mais qu'il n'existe aucune autre institution que la Banque centrale pour guider et coordonner la politique conjoncturelle. Bref, la construction européenne est bancal, tronquée et distordue au profit de la finance. Fabius va évidemment tenter de reporter les choix au lendemain de l'élection présidentielle mais la discussion budgétaire va faire apparaître le dilemme: comment peut-on baisser les impôts et faire descendre le déficit budgétaire en dessous d'un point de PIB? C'est pourtant ce que prévoit le fameux Pacte de stabilité dont Jospin et Fabius se réclament.

Michel Husson